

AUSTRALIE

Déclaration du pays – Australie

Assemblée annuelle de la BERD 2019 – Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)

- J'aimerais remercier, au nom de l'Australie, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour son accueil de la 28^e Assemblée annuelle de la Banque. L'Australie aimerait également remercier les membres de son groupe de pays – la République de Corée, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande – pour leur coopération et le soutien dont ils ont fait preuve au cours de l'année écoulée.
- Comme nous le savons tous, la croissance de l'économie mondiale se ralentit et des poches d'instabilité subsistent dans les principales régions d'opérations de la BERD : l'Europe du Sud-Est, l'Asie centrale et la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen. Forte de son mandat original en faveur de la transition et d'une solide assise financière, la BERD est en mesure d'aider les pays à traverser ces temps incertains.
- La Banque devrait être fière de ce qu'elle a accompli, non seulement l'an dernier, mais au cours de ses vingt-huit années d'existence. Elle a su tirer parti de ses atouts comparatifs et de ses points forts. Pour l'Australie, la BERD doit sa réussite au fait qu'elle se consacre avant tout au développement du secteur privé. C'est ce qui explique le succès de la transition économique de ses premiers pays bénéficiaires. L'Australie est favorable à un développement économique qui passe par la mise en place d'entreprises robustes et viables, permettant de poser des bases pérennes propices à l'esprit d'entreprise, à l'emploi et à l'investissement.
- À l'heure où la BERD s'apprête à élaborer son nouveau Cadre stratégique et capitalistique pour la période allant de 2021 à 2025, l'Australie l'encourage à réfléchir aux atouts et aux avantages comparatifs dont elle dispose. La Banque doit continuer à concentrer ses activités là où elle peut apporter le plus de valeur au sein de l'architecture financière internationale. Elle doit donner la priorité à la complémentarité, plutôt que de rechercher les rendements, et proposer son expertise là où on a besoin d'elle. Alors qu'elle réfléchit à l'orientation stratégique qui sera la sienne, la BERD ne doit pas perdre de vue son mandat fondateur.
- Elle doit notamment rester fidèle à la mission expresse qui lui a été donnée, qui est de favoriser la transition vers l'économie de marché, dans des pays acquis à la démocratie multipartite et pluraliste, ou du moins se dirigeant vers ce type de régime. Les pays qui se conforment à ces principes ont toujours été plus à même de répartir efficacement les ressources qui contribuent à la croissance économique.
- L'Australie estime que les banques multilatérales de développement (BMD) ont dans leur ensemble un rôle essentiel à jouer en tant que catalyseur des financements du secteur privé et du secteur institutionnel au service du développement, en particulier pour lutter contre les carences en matière d'infrastructures. La BERD fait déjà figure de leader parmi les BMD dans ce domaine et nous l'encourageons à continuer d'innover dans la recherche de moyens susceptibles d'attirer davantage de financements provenant du secteur privé,

particulièrement importants si nous voulons que les Objectifs de développement durable soient atteints dans ses pays d'opérations.

- L'Australie encourage la BERD à poursuivre sa collaboration avec le G20 et les institutions financières internationales, pour que nous avancions de façon cohérente et concertée vers nos buts communs. Nous l'invitons en particulier à continuer de travailler en étroite collaboration avec le G20 pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe des personnalités éminentes (GPE) du G20 sur la gouvernance financière mondiale, destinées à améliorer l'efficacité du système financier international. Nous attendons également de la BERD qu'elle favorise la viabilité et la transparence de la dette dans tous ses pays d'opérations.
- Pour que l'action de la BERD en faveur de la promotion d'économies de marché porte ses fruits, le commerce international doit être à la fois ouvert et soumis à des règles. Les restrictions apportées au commerce incitent moins à innover et créent des distorsions qui empêchent une répartition efficace des ressources, ce qui, par voie de conséquence, freine la croissance économique. Les actionnaires de la BERD doivent continuer de rappeler à nos citoyens que la rentabilité des entreprises et la prospérité économique dépendent du commerce et de l'existence de marchés ouverts.
- J'aimerais féliciter le Président Suma Chakrabarti, ainsi que le personnel de la BERD, sa Direction et ses administrateurs, pour ce qui a été réalisé l'an passé.